

GARKUWA

... le bouclier social

Bimensuel d'informations générales et d'analyses paraissant à Maradi

N° 12 - du 4 Janvier 2011 - Prix : 300 F

Santé
7 solutions
simples pour
maîtriser votre
hypertension

Page 7

Statistiques 2010

Maradi, la région la plus pauvre du Niger !



Page 3

Club des jeunes Garkuwa

Des émissions publiques pour mieux expliquer la gouvernance locale



Page 4

Le taux de malnutrition alarmant chez les enfants

Page 6

32^{ème} Championnat de lutte traditionnelle 2010

La ligue de Maradi sabre dans la prime des lutteurs

Page 6

Afriland First Bank au Niger et au Tchad

Le deuxième groupe bancaire camerounais, s'implantera au Niger dès février 2011



Page 7

Les dix scénarios de la fin du monde

Le village français de Bugarach dans l'Aude est envahi par une horde de fanatiques du New Age et de Fox Mulder en herbe persuadés que ce sera le dernier endroit épargné lors de l'invasion de la terre par des extraterrestres en 2012. Le quotidien britannique The Telegraph s'est penché sur les faits et les délires derrière les scénarios qui se multiplient annonçant pour certains la fin du monde dans un an. Les dix scénarios recensés vont du moins au plus vraisemblable.

1. Une invasion d'extraterrestres

Les invasions d'extraterrestres ont été le sujet d'un nombre considérable d'œuvres de science-fiction depuis que HG Wells a publié la Guerre des Mondes en 1898. Les chercheurs ont trouvé que la peur d'une invasion venue de l'espace tend d'ailleurs à augmenter dans des périodes où les sociétés sont plus anxieuses et fragiles... comme lors des crises économiques.

Les croyants de contacts existants avec des civilisations extraterrestres citent de leur côté de nombreuses «preuves» sous la forme de photographies et de vidéos inexplicables et considèrent que la multiplication des observations d'OVNI sur la planète est la preuve que la menace augmente.

2. Une collision de la terre avec une planète inconnue

Des milliers de forums sur le web et de sites affirment que dans les premières années du XXIème siècle une planète inconnue va heurter la terre ou passer suffisamment près pour détruire la civilisation et provoquer des cataclysmes.

Cette planète destructrice baptisée Nibiru a été inventée dans les années 1960 par l'auteur Zechariah Sitchin. L'annonce par la NASA en 2005 de la découverte d'une dixième planète de notre système solaire à sa périphérie a réveillé les scénarios de collision même si la NASA estime que cette planète ne se dirige pas vers le centre de notre système solaire.

3. Une catastrophe solaire

C'est l'un des rares scénarios catastrophe que l'on peut lier à la fin du calendrier Maya en 2012 présenté comme une preuve de la venue de la fin des temps. Une gigantesque éruption de gaz solaire en décembre 2012 devrait toucher la terre et détruire la vie sur la planète. Il n'y a aucune preuve qu'une telle catastrophe se soit déjà produite dans le passé.

4. Inversion du pôle magnétique

Cela fait partie des scénarios préférés des adeptes de la fin du monde. Ils estiment qu'une inversion des pôles magnétiques (qui s'est déjà produite à plusieurs reprises dans l'histoire de notre planète) est imminente. Elle changera le sens de

rotation de la terre avec des conséquences catastrophiques sur l'activité humaine et la végétation.

5. Supervolcans

L'explosion d'un supervolcan, notamment celui qui se trouve potentiellement sous le parc de Yellowstone aux États-Unis, pourrait répandre tellement de poussières dans l'atmosphère que les rayons solaires seraient masqués pendant des années détruisant presque la totalité de la vie sur terre. On serait dans un scénario proche du fameux hiver nucléaire.

6. Une troisième guerre mondiale

Un conflit nucléaire planétaire entre les grandes et les moins grandes puissances. Bien moins vraisemblable aujourd'hui qu'au temps de la guerre froide.

7. Le terrorisme biologique tue des milliards de personnes

Le scénario du film «L'armée des douze singes» devient réalité.

8. La soudaine fin du pétrole

Les réserves pétrolières étaient du vent, les prix du baril explosent littéralement, et les transports deviennent un luxe inaccessible. La fin de notre civilisation et du capitalisme.

9. La disparition des abeilles et de la pollinisation

Depuis plusieurs années, les populations d'abeilles sont décimées sans qu'il soit possible d'en trouver l'origine et d'y remédier. Environ un tiers des ressources alimentaires de l'homme est lié d'une façon ou d'une autre au transport du pollen par les abeilles.

10. Un effondrement de l'environnement

Il y a eu de nombreuses prédictions depuis des décennies de la destruction de la «fabrique de la vie sur terre» par la main de l'homme allant de l'appauvrissement accéléré des sols aux conséquences dra-

matiques du trou dans la couche d'ozone sans parler de l'annonce d'un nouvel âge glaciaire.

Aujourd'hui, de nombreux experts annoncent des conséquences irrémédiables et catastrophiques du réchauffement climatique et la destruction de la civilisation faute de ressources en énergie, en eau et en nourriture.

Joyeux Noël tout de même et Bonne Année 2011 !

Agence privée de Communication
GARKUWA

Avenue du Général Seyni Kountché
BP : 441 - Tel : 20.410.131

Maradi - Niger

GARKUWA

Hebdomadaire

d'Informations générales,
de réflexion et d'analyses
Directeur de Publication

Ali Abdou

Tél. 96.98.36.60

Rédacteur en Chef

Hankouraou Hassane

Rédaction :

Sani Yaou Korgom

Mohamed Mamane

Hankouraou Hassane

Ali Abdou

Service Commercial

Salissou Issa

Tél; 96.97.97.89

Composition : GARKUWA

Tirage : 500 exemplaires
sur les presses

de la NIN Maradi

Site web : nigerdiaspora.com
tamtaminfo.com

RADIO PRIVEE GARKUWA
FM 107 MHZ

B.P. 441 Maradi Niger - TEL : 20410130/20410131

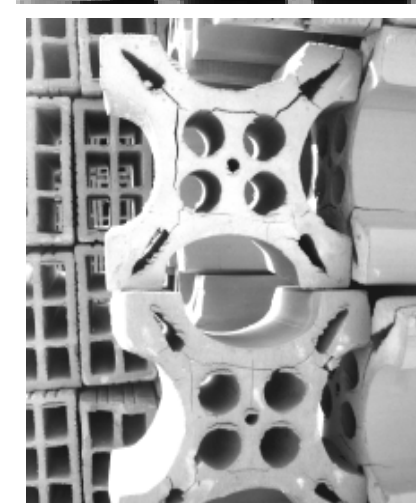
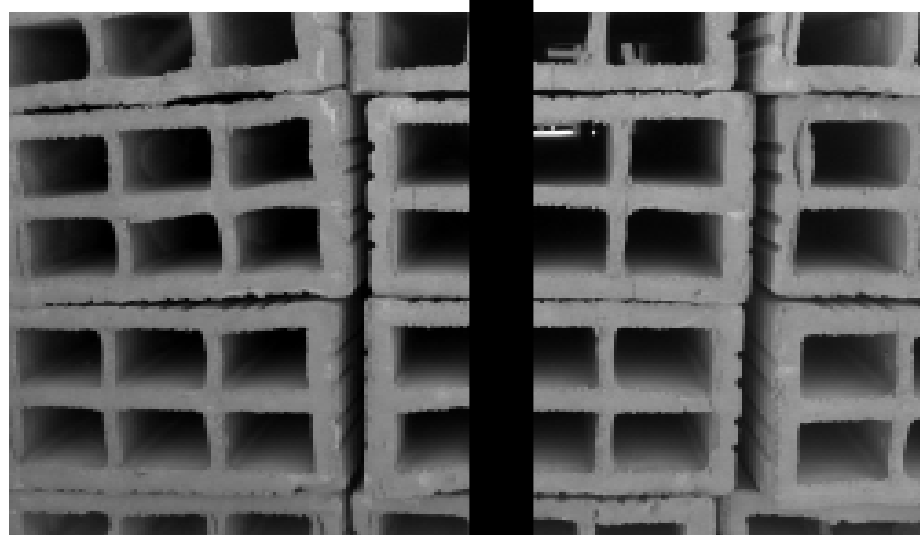
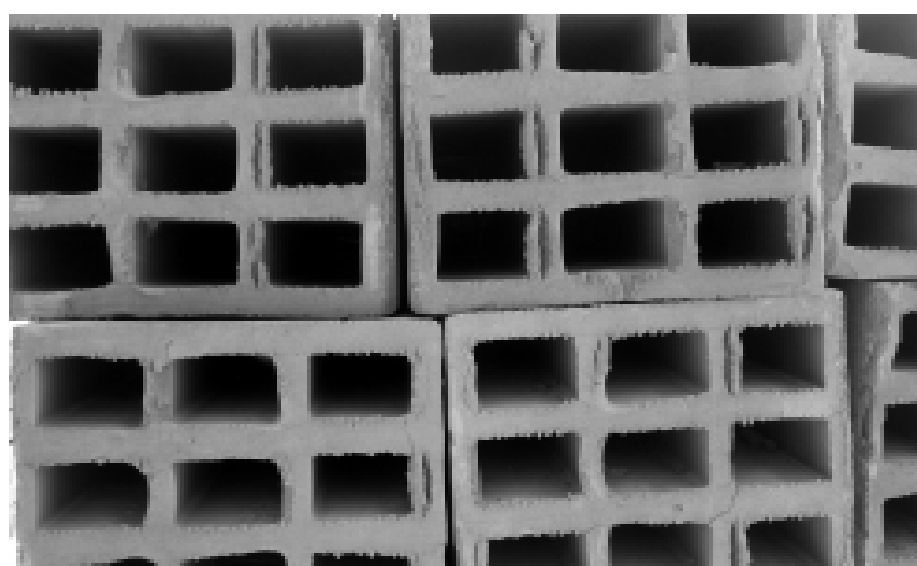
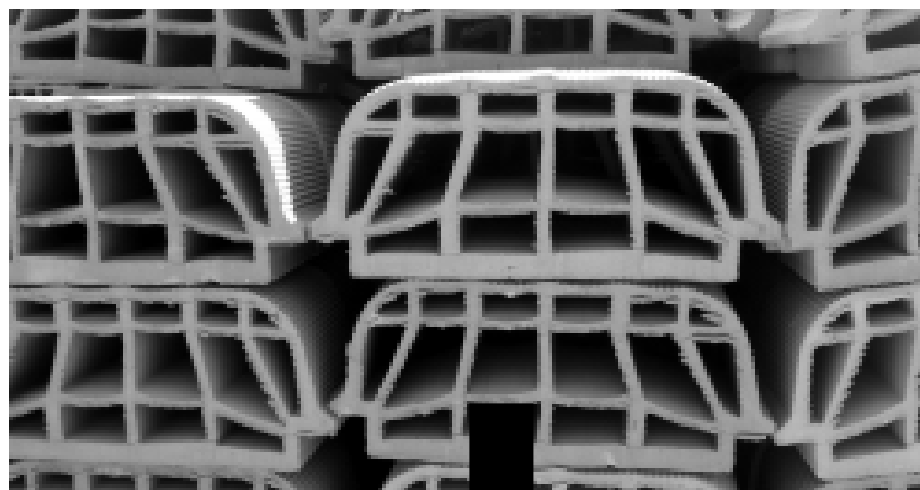
E mail : garkuwafm@intnet.ne



BRIMA - SARL

Briqueterie de Maradi - Djiratawa

RCCM 72/98/222 - NIF 3074 - B.P. 93 - Tél. 20.412.087 - MARADI - NIGER



Maradi, la région la plus pauvre du Niger !



Cette position peu enviable qu'occupe la région de Maradi, était déjà connue à la suite de l'enquête nationale sur le budget et de la consommation des ménages réalisée par l'institut national de la statistique en 2008. Voilà qu'elle vient à nouveau d'être confirmée le 22 décembre dernier, à l'occasion de la conférence débat organisée par L'INS sur le thème « la situation des objectifs du millénaire pour le développement et les déterminants de la pauvreté dans la région de Maradi ».

Cette situation semble paradoxale pour une région dont le dynamisme du secteur privé lui a valu le titre de capitale économique dans les années 80. La situation est d'autant plus préoccupante que la région de Maradi consacre à elle seule un peu plus du quart de la population pauvre du Niger. En outre, la population de la région est essentiellement jeune. 53,9% de la population de la région a moins de 15 ans. Ainsi, il se pose clairement la problématique de l'atteinte des objectifs du millénaire

pour le développement dans la région de Maradi. Le déficit et l'enjeu sont importants et requièrent une identification des contraintes majeures, leurs causes et leurs conséquences, afin de leur apporter des solutions idoines à travers une planification et la mise en œuvre de l'action prioritaire ciblée. Dans son discours d'ouverture de la conférence, le Secrétaire général de la région de Maradi a dit que « cette conférence débat, a été pour les acteurs du développement de la région de Maradi, une opportunité de connaître les déterminants de la pauvreté et les défis à relever pour booster son développement économique et social. »



C'est dans ce cadre, que l'institut national de la statistique, à travers l'observatoire national de la pauvreté du développement humain durable, a engagé des réflexions en vue d'établir un état des lieux,

par rapport aux OMD et d'identifier les facteurs explicatifs de la pauvreté dans la région de Maradi.

Cette conférence-débat, a été l'occasion de sensibiliser l'opinion publique de l'importance de la statistique, qui constitue aujourd'hui un outil primordial de prise des décisions pour le développement. Elle fournit des informations nécessaires au suivi à l'évaluation et la planification du développement. Elle est par conséquent prépondérante dans le processus de formulation des politiques et stratégies pour le développement tant pour le gouvernement que les institutions internationales.

Enfin, l'objectif poursuivi par cette conférence, est d'éveiller les consciences sur la problématique du développement dans la région de Maradi et sur l'importance et le rôle vital des statistiques dans le processus du développement.

La rédaction

Quelques chiffres :

- Population de la région de Maradi en 2010 est de 3.029.160 habitants, dont 86,3% résident en milieu rural.
- La région de Maradi a une densité humaine de 78 habitants au Km², contre une moyenne nationale de 11,9% habitants au km².
- Le taux de croissance de la région de Maradi est de 3,73 contre une moyenne nationale annuelle de 3,3%.
- Maradi demeure la dernière des régions en matière de dépistage de la tuberculose pulmonaire avec un taux de 25%, pour un objectif de 70% selon l'OMS.
- Maradi est la région qui a enregistré le taux d'abandon le plus élevé au CM2, 43,5% contre une moyenne nationale de 37,8%.
- 49,4% des enfants de la région de Maradi souffrent d'insuffisance pondérale globale contre 42,8% au niveau national.
- Les villes de la région de Maradi renferment plus de pauvres (54,8%) que de riches (45,2%), alors que ces proportions sont respectivement de 36,7% contre 63,3% en ce qui concerne le milieu urbain national.

Déchets radioactifs :

Areva expose la population d'Arlit

Le groupe français Areva est accusé par l'organisation de défense de l'environnement Greenpeace, d'avoir déversé des dizaines de milliers de litres de boues radioactives au Niger, mettant en danger la santé des riverains et contaminant l'environnement.

"Depuis le 11 décembre, plus de 200.000 litres de boues radioactives provenant de trois bassins fendus se sont déversées dans l'environnement à la mine d'uranium Somair au Niger, opérée par l'entreprise française d'énergie Areva", assure Greenpeace dans un communiqué publié depuis le siège de son principal bureau en Afrique, à Johannesburg.

"Cette nouvelle fuite montre que les mauvaises pratiques à la mine d'uranium d'Areva au Niger continuent de menacer la santé et la sécurité de la population ainsi que l'environnement", déplore l'association



écologiste, qui avait déjà dénoncé le comportement du groupe français au Niger il y a quelques mois.

Dans un rapport publié en mars dernier, Greenpeace accusait en effet Areva de mettre en danger la santé des riverains de deux cités minières, Arlit et Akokan. L'association réclamait alors la décontamination des sites.

"Contrairement aux déclarations d'Areva certifiant que leurs activités sont conformes aux normes internationales de santé, sécurité et environnement, cette nouvelle information montre qu'Areva n'a pas suffisamment agi pour protéger la population nigérienne", estime Rianne Teule, porte-parole de Greenpeace Afrique. Ce sont aujourd'hui deux hectares qui sont contaminés par le déversement des boues radioactives, s'insurge-t-elle.

La rédaction

Club des jeunes Garkuwa

Des émissions publiques pour mieux expliquer la gouvernance locale

Dans le cadre de la promotion du débat citoyen, le club des jeunes Garkuwa a organisé du 15 au 24 novembre 2010, une série d'émissions publiques dans plusieurs communes de la région de Maradi. Cette activité, financée par le Programme d'Appui à la Société Civile PASOC, entre dans le cadre de l'exécution du projet promotion du débat citoyen, initié par l'association Club des jeunes Garkuwa, de la radio Garkuwa Maradi. Elle a pour but, d'ouvrir une large discussion sur la gouvernance locale au niveau de dix communes de la région de Maradi à savoir : Sarkin Yamma, Gabi, Madadounfa, Safo, Jirataoua, Dan Issa, Tibiri, Chadakori, Tchadoua, et Saé Saboua.

L'objectif de ces émissions organisées sur le terrain, dans les localités cibles, est de provoquer le débat au sein de ces communautés. Il s'agit aussi, d'apporter d'amples explications et d'informer les populations de ces communes qui ont connu des difficultés de gestion pendant la mise en œuvre de la décentralisation, de leurs droits et leurs obligations, dans le cadre de la gouvernance locale. Il s'agit en gros, de contribuer à l'installation et l'enracinement d'une gouvernance citoyenne, assurant la participation des hommes et des femmes, ainsi que des groupes exclus des débats et concertations, sur la vie de la cité.

Au cours de ces débats, à la fois riches et pleins d'enseignements, les problèmes auxquels les populations de ces



gouvernance locale. Ces émissions participatives, qui ont enregistré, partout, la participation de toutes les couches sociales des communautés, ont permis aux populations de s'exprimer et de raconter leurs joies et aussi leurs déceptions, sur la façon dont les élus locaux. Tirant les leçons des attitudes et comportements de certains élus locaux, les populations, insatisfaites de la façon dont les biens de la communauté ont été presque partout gérés, se sont engagées à tirer les leçons passées, au moment d'élire leurs représentants lors des prochaines échéances électorales.

Il ressort de l'exposé et des discussions engagées pendant les débats, que l'implication de la population dans la gestion des communes aussi rurales qu'urbaines, contribuera au développement très important de ces dernières.

Tout au long de ces émissions publiques qu'avait organisées le club des jeunes Garkuwa, il a été développé au moins huit thèmes portés sur :

- Problème d'insalubrité ;
- La non implication de la population dans la gestion des affaires communales ;
- Détournement des biens publics et mauvaise gestion ;
- La mésentente entre élus locaux d'une part, et entre élus locaux et population de l'autre ;
- L'ignorance des élus locaux à propos de la gouvernance locale ;
- L'absence de soutien de la mairie aux organisations locales ;
- Problème lié au lotissement ;
- L'introduction de nouvelles taxes.



Ces débats originaux et participatifs, auront permis de renforcer la communication et la concertation entre acteurs locaux, sur les questions de développement local, pour influencer le processus décisionnel au niveau de leur environnement immédiat d'abord, et à l'échelle régionale et étatique ensuite.



Ils auront contribué à renforcer la capacité des citoyens à engager des débats responsables autour des questions de gouvernance locale. Mais aussi, au développement d'une culture citoyenne conséquente.

Au total, le Club des jeunes Garkuwa a dénombré une participation satisfaisante de 3282 personnes, au cours de ces dix émissions, dont 1166 hommes, 823 femmes et 1284 enfants. L'équipe de production a noté aussi la présence effective des chefs traditionnels (ou leurs représentants) et des autorités communales (secrétaires généraux notamment), sur tous les sites de production.

Abdoul Razak Aboubacar



ENIPROM *The confort zone*

Entreprise Nigérienne pour la Production de Mousse

ETS ELH. OUMAROU LAOUALI DIT GAGO ET FILS



R.C. 27 / 98 - VA 328 143 - N.I.F. 2548 - MARADI - B.P. 190 - TEL. 20.410.843 / 20.410.844 - FAX 20.410.843 - 20.410.073
 et 20.411.093 - AGENCE A NIAMEY - RUE DES SAPEURS POMPIERS - B.P. 12627 - TEL/FAX : 20.74.02.49
 AGENCE A DOSSO - RUE DES MANGUIERS - B.P. 177 - TEL/FAX 20.650.265

Interview avec Bachir Abdou Wazir, DG des Etablissements Wazirfa

«... Il y a des promoteurs qui sont en même temps au public et au privé, qui n'investissent pas et qui nous font de la concurrence déloyale »

Garkuwa : monsieur le fondateur-directeur général, quels sont aujourd'hui les secrets de la réussite de vos établissements ?

Bachir Abdou Wazir : au plan pédagogique, nous étions nous-mêmes formateur, et nous étions l'un des premiers volontaires à embrasser le nouveau programme. Comme vous le savez, à l'époque de la conférence nationale, avec le PAS, lorsqu'on a fait ce programme dans lequel on n'avait pas associé les enseignants, les syndicats à l'époque l'avaient rejeté. L'État avait procédé par une autre politique, pour demander aux volontaires de les lire et les mettre en application, en récompense d'une compensation salariale. Et nous étions l'un des premiers à avoir accepté, et par après, nous avons été les premiers piliers à qui on avait confié la tâche de former les autres. C'est de là que ça nous a inspiré de nous mettre de côté et faire nos propres écoles. Ça c'est un. Maintenant, au plan interne, nous avons aussitôt mis en place, ce que nous appelons notre cellule interne de recherche pédagogique, avec une certaine configuration de l'INDRAP, mais propre à nous. Où toutes les disciplines sont mises à revue, pour déceler les difficultés pédagogiques et les manquements de ces documents de l'INDRAP pour apporter des correctifs nécessaires, en joignant les anciens programmes et méthodes. Dans le système, nous repro-



libraire qui est en face du marché, Habibou, nous avait amené son enfant avec 1 de moyenne. Cet enfant, avec le système de Wazirfa, il est arrivé jusqu'à être premier au CM2, et il a continué d'être premier au CEG1, ça c'est un exemple parmi tant d'autres. Nous avons eu à prendre des enfants en cours de route qui ont échoué par ci par là, mais notre système les a fait relever et les amène jusqu'au CFEPD et beaucoup ont aujourd'hui décroché leur BAC

Garkuwa : on sait que le secteur de l'éducation est un secteur difficile, est-ce que Wazirfa a des difficultés ?

Bachir Abdou Waziri : les difficultés, nous en avons énormément. Vous savez, le secteur de l'éducation dépend

« Nous avons eu à enregistrer des enfants qui avaient 1 de moyenne, mais notre système les a fait relever et beaucoup ont aujourd'hui décroché leur BAC »

de tous les documents propres à nous, qui accompagnent l'enfant, en lecture, écriture, mathématiques... le système de reproduction de toutes les épreuves est vraiment inédit à Wazirfa, où c'est du CI au CM2. Toutes les compositions, toutes les évaluations, l'enfant est mis dans les conditions d'examen, comme préparé par l'État. Par rapport au recrutement des enseignants aussi, nous avons fait en sorte qu'il n'y ait pas de sentiments dans ce processus. Il faut avoir son CFE1 avant d'être dans nos établissements et avoir un certain nombre d'années d'expérience, passer un test préliminaire et passer une année test.

Garkuwa : et pour les élèves, est-ce que vous avez un critère de recrutement ?

Bachir Abdou Wazir : vous savez, nous nous sommes embarqués dans l'enseignement de masse, nous nous sommes dit qu'on va faire du social à un certain temps, parce que, les enfants, avec la crise qu'a connue le Niger, ils n'ont même pas eu des leçons dans le public. Nous nous sommes dit, il faut aider ; donc avec tout ce que nous avons fait du promotionnel, nous avons eu à enregistrer des enfants qui avaient 1 de moyenne. Je peux citer un nom ; le

de tout le poids économique du pays. Et donc, nous avons subi, au même titre que toutes les entreprises de la place, surtout sociales, tous les soubresauts de la crise économique qu'a connue le Niger. Si nous pouvons dire que nous avons fait une sorte d'amortissement au niveau de la première zone, où il y a assez d'effectifs, les nouveaux établissements que nous avons construits récemment, avant que les parents n'en fassent connaissance, nous avons eu beaucoup de difficultés, parce que c'est nous mêmes qui supportons les frais de fonctionnement. Et d'ailleurs, jusqu'aujourd'hui, si on regarde les frais de scolarité et les investissements que nous avons faits avec l'ambition que nous avons de faire de grandes écoles, les frais de scolarité ne suffisent que pour payer le fonctionnement, c'est-à-dire le salaire, l'eau, l'électricité et l'entretien des locaux. Donc on ne parle pas encore d'amortissement. Voilà ce qui pose des problèmes aux autres écoles ! Nous avons connu des établissements dont le programme de construire une nouvelle classe date de sept ou huit ans. Cela ne s'est pas fait, parce que les frais de scolarité ne répondent pas.

Autre difficultés, vous savez, le secteur était naissant : et donc psychologiquement, on a beaucoup de problèmes. Nous sommes des partenaires qui tisons en quelque sorte ce que doivent être les données juridiques de cette institution, avec toutes les contradictions que cela comporte, parce que quelque part, les cadres et le pays n'étaient pas préparés à cette vague de privatisation. Ce qui nous a posé pas mal de problèmes. En tant qu'acteur, moi je dirai que c'est le problème qui nous a le plus marqué,

de la loi, il est normal que ces établissements ferment. Parce que, dites-vous que avant d'ouvrir une école, vous faites l'enquête de moralité, vous essayez de démontrer votre force économique parce que une école c'est environ 150 millions... on fait un devis estimatif, un plan de locaux et tous, à partir des TP, qu'on envoie au ministère. Et tu fais un plan de mise en valeur. Si maintenant on retrouve que l'établissement a ouvert et qu'il n'y a aucun investissement, quelque part, il y a vice de procédure. Parce qu'il y a un

« Sur les 76 millions de subvention que doit bénéficier les établissements Wazirfa, nous n'avons reçu que 1 million 400 mille francs »

parce que, on est très mal compris.

Garkuwa : vous êtes membre de l'association des promoteurs des écoles privées, est-ce qu'il y a aujourd'hui, une certaine angoisse qui habite les promoteurs ?

Bachir Abdou Waziri : En tant que membre de l'association et président régional, depuis dix ans, les problèmes sont énormes au niveau du privé. Problèmes d'ordre institutionnel, en matière d'investissement, il n'y a pas de ligne de crédit, au plan institutionnel et juridique, il y a souvent la confusion des textes, même ce que les textes ont prévu en matière de subvention, ces subventions ne nous sont jamais parvenues. Si je prends l'exemple de Wazirfa qui, à la date d'aujourd'hui, doit bénéficier d'une bagatelle de 76 millions, nous n'avons reçu qu'un million 400 mille. Imaginez ce que ça pouvait combler, si l'État faisait sa partition ! Le projet que nous avons dans les coffres et qui attendait depuis, peut-être allait être là, en place. Au niveau de la région de Maradi, où nous avons ciblé nos investissements, c'est là même où c'est pire ! Parce qu'il y a eu, avec le manque de ligne de crédit des établissements, qui en grande partie, n'ont pas eu beaucoup d'investissements où les frais de scolarité ne peuvent être que bas, et où les parents d'élèves mêmes dont le revenu et le niveau intellectuel pour juger de la qualité de l'enseignement sont bas, il y a aussi là de confusion, de telle sorte que nous sommes confondus aux autres, même si les prestations ne sont pas les mêmes. Ce qui fait que nos établissements restent sans amortissements et que, il nous faut souffrir pour pouvoir projeter un certain nombre de projet de renforcement de qualité.

Garkuwa : certains établissements ont dû fermer leurs portes, sur décision des autorités nigériennes, est-ce que vous comprenez ces décisions ?

Bachir Abdou Waziri : un pays sans loi, vous allez le quitter vous-mêmes la presse ! Donc, il y a des textes qui sont là, sur la base desquels nous avons ouvert ces établissements. Si certains ouvrent sans passer par le couloir

deuxième dossier d'ouverture, où il y a une commission qui est chargée d'abord de venir vérifier les investissements, si tu as rempli engagements. Maintenant Si on trouve qu'il n'y a pas les investissements, il n'y a pas les conditions, et que tu as l'autorisation, quelque part, c'est le phénomène nigéro-nigérien que nous avons vécu ! Moi je pense qu'il est normal, quand on dit assainissement, qu'on jette un coup d'œil sur ce qui se passe.

Garkuwa : selon vous, les promoteurs ne respectent pas toujours les dispositions de la loi ?

Bachir Abdou Waziri : je ne dis pas tous les promoteurs, mais il y a beaucoup de problèmes. Il y a d'autres, qui ne sont même pas promoteurs ! À qui la loi empêche d'être promoteurs, d'être en même temps au public et au privé. Ceux là, comme ils ne veulent pas se faire dévoiler, ils ne peuvent même pas investir, ils ont considéré que c'est un secteur de ramassage de flux d'argent, où il n'y aura pas d'investissement et ce sont ce genre d'établissements qui ramassent l'argent et qui n'investissent pas, qui nous blessent en faisant une sorte de concurrence déloyale.

Garkuwa : est-ce qu'il y a une nécessité d'assainir aujourd'hui le secteur de l'enseignement au Niger ?

Bachir Abdou Wazir : A partir du moment où nous avons pataugé dix ans durant, dans des problèmes où ont chantait forum huit ans, les autorités et nous avons compris qu'il y a trop de problèmes dans le sous secteur de l'enseignement privé. On a même eu à fixer des dates pour le forum, pour discuter du problème de financement, faire un toilettage des textes, évoquer le problème de la prolifération de ces écoles, et le problème de l'inscription de nos agents à la CNSS... Ce forum n'a pas eu lieu et on continue dans le désordre qu'on voit. Nous, nous disons que, si les autorités de la transition peuvent faire le travail de l'assainissement, en faisant ce qu'on appelle la politique du bâton et de la carotte, ça peut être une bonne chose.

Interview réalisée par
Ali Abdou

Le taux de malnutrition alarmant chez les enfants

Selon une enquête nutrition menée par l'UNICEF, le taux de malnutrition est proche du seuil critique chez les enfants de moins de cinq ans au Niger, et plus d'un quart des enfants âgés de 6 à 23 mois souffrent également de malnutrition aiguë globale.

La malnutrition aiguë sévère accroît dramatiquement le risque de mortalité, selon les conclusions de cette enquête récente. Ces données révèlent la sévérité de la crise alimentaire et nutrition-

nelle ayant frappé les populations du Niger en 2010.

Le gouvernement du Niger, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial (PAM) appellent la communauté internationale à intensifier ses efforts et mobiliser tous les moyens pour lutter contre la malnutrition infantile et ses causes structurelles, et ainsi, répondre durablement aux besoins des plus vulnérables.

Face à cette situation, du 1er janvier au 5 décembre 2010, 313.000 enfants de

moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère ont pu être pris en charge par les structures publiques de santé, appuyées par l'UNICEF et les organisations non-gouvernementales. En outre, 686.000 enfants de moins de deux ans ont bénéficié d'une ration alimentaire appropriée entre les mois de juillet et de décembre 2010.

Si cette mobilisation a permis une stabilisation de la situation nutritionnelle des enfants, ceci est loin de suffire. « Sans

ces actions concertées du gouvernement nigérien et de la communauté humanitaire, le taux de malnutrition aurait atteint des proportions plus désastreuses (...) La bataille contre la malnutrition est loin d'être gagnée et nous devons poursuivre nos efforts pour une solution durable à ce problème », a précisé Richard Verbeeck, représentant du PAM au Niger.

Le podcast journal

32^{ème} Championnat de lutte traditionnelle

La ligue de Maradi sabre dans la prime des lutteurs

Après l'accueil triomphal, historique et mémorable que la population de Maradi, dans son ensemble a réservé à son équipe championne 2010 de la lutte traditionnelle, le mardi 28 décembre 2010, pour l'ensemble des lutteurs, la suite des événements fut une véritable douche froide !

En effet, après la grande fête et l'euphorie générale, pour les 20 lutteurs représentants de la région, ce fut la déception et la désillusion, quand, lors du partage du butin qui accompagne le trophée, chacun des valeureux combattants de Maradi se voit remettre la bagatelle de 50.000 F.

« Nous ne réclamons pas de part dans les 10 millions du champion, nous a confié un des frondeurs, mais nous de-

mandons un partage juste de ce qui a été donné à l'ensemble des lutteurs ». Il ne s'agit pas là, non plus des 100 mille francs que chaque lutteur a reçu, non, mais des contributions diverses qui, selon un des lutteurs, se totalisent à 4 millions 900 mille francs. « Même l'année dernière où nous n'avions pas eu le sabre, chacun de nous a reçu 75.000 francs », s'est exclamé un des lutteurs.

Il faudrait sans doute préciser que la délégation de Maradi, était composée de quarante membres dont vingt lutteurs. Ce qui veut dire que les responsables de la ligue ont au total distribué un million aux lutteurs et gardé 3 millions 900 mille.

C'est donc désarçonnés et comme sortis d'un rêve, que les lutteurs se sont concertés dans la nuit du mercredi 29 décembre même (le soir où ils ont reçu

leur prime de participation), et ont décidé de porter l'affaire devant le gouverneur de la région. Après les avoir écouté, le colonel Garba Maikido, leur a donné rendez-vous le matin à son cabinet. Le jeudi, en plus de plaignants, étaient convoqués tous les acteurs concernés par l'affaire, responsables de la ligue, encadrement, responsables de la délégation et responsables régionaux de sports, entre autres. Tous, sauf, Oumarou Bindigarou qui s'est, disons- désolidarisé de ses compagnons. Lorsque nous lui avons posé la question, le champion 2010 a répondu ne pas être au courant de l'affaire, ce qui est invraisemblable. Même s'il ne dort plus avec ses camarades dans le siège de la Samaria Bouzou Dan Zambadi qui leur sert de dortoir, car auréolé de ce prestigieux titres et surtout des bien qui l'accompagne, Bindigaou ne peut pas igno-

rer cette affaire, car l'argent a été remis à ses collègues, lors de la réunion de la veille qui a regroupé toute la délégation.

À la fin de la rencontre et après avoir entendue les deux parties, le gouverneur de la région a estimé que, effectivement, les vingt lutteurs ont perçu ce qui leur revenait de droit.

Ceci est évidemment une autre affaire, mais, la fronde qui a été menée risque de laisser des traces, certains lutteurs tel que Natabawa, qui est considéré comme le meneur, risque de ne plus être sélectionné, vue la colère qui se lisait sur le visage de certains responsables accusé d'avoir voulu faire main basse sur l'agent des lutteur.

Ali Abdou



Société des Huiles OLGA

Société des Huiles OLGA - R.C. 39/01 - TEL. : (00 227) 20.411.256 -20. 410.728
B.P. 483 - FAX : (00 227) 20.411.437 - NIF : 6897 /R - MARADI REP. DU NIGER
AGENCE NIAMEY - TEL. (00 227) 20.74.02.49 - E-mail : olgamaradi@yahoo.fr



7 solutions simples pour maîtriser votre hypertension

1. Hypertension : c'est quoi au juste ?

L'hypertension artérielle se caractérise par une élévation trop importante de la pression dans les artères. Cette élévation de la pression du sang sur les parois des artères est normale lorsque l'on est stressée ou lorsque l'on pratique une activité physique, cependant, chez les personnes qui sont atteintes d'hypertension, la tension reste élevée même lorsqu'elles sont en repos.

Cette pathologie est extrêmement répandue, l'hypertension étant la première cause de consultation chez le médecin général en France. Elle touche également une population de plus en plus jeune. De plus, dans de nombreux cas, les hypertendus ne présentent pas de symptôme ; c'est pourquoi 17 % de la population âgée de plus de 35 ans, sont ainsi atteintes d'hypertension mais ne sont pas prises en charge par un médecin et ne suivent pas de traitement.

Dans des cas plus avancés, l'hypertension peut se manifester par des maux de tête, des vertiges, des saignements de nez, des palpitations ou des fourmillements dans les pieds et les mains.

2. Hypertension : quels sont les risques ?

L'hypertension n'est pas une maladie en soit mais elle peut avoir des conséquences graves. Elle entraîne une modification des artères : les parois des grosses artères deviennent de plus en plus rigides, perdant ainsi leur souplesse et les petites artères s'épaississent, ce qui réduit leur capacité à se dilater pour s'adapter aux besoins. Si l'hypertension n'est pas dépistée et qu'elle n'est pas traitée, ces anomalies peuvent conduire à une mauvaise irrigation du cœur, du cerveau ou des reins.

Les hypertendus sont donc plus susceptibles d'être victime d'insuffisance cardiaque, d'infarctus et d'accident vasculaire cérébral. L'hypertension peut également être à l'origine de lésions à la rétine, les vaisseaux sanguins étant fragilisés, et dans certains cas extrêmes, cela résulte sur la perte totale de la vue.

3. Hypertension : stop au tabac

Les effets néfastes du tabac sur la tension artérielle restent encore trop méconnus. Pourtant, fumer multiplie par trois les risques d'être hypertendue. De plus, le tabac est responsable de 24% des décès liés au système cardiovasculaire. La nicotine présente dans les cigarettes augmente la pression dans les artères et la fréquence cardiaque.

L'augmentation de la tension artérielle est particulièrement forte lorsque l'on fume la première cigarette le matin, puis elle augmente progressivement au cours de la journée. Le tabagisme passif est également dangereux et augmente les risques d'hypertension.

4. Hypertension : gare au sel !

La consommation moyenne de sel en France est bien trop élevée : de 10 à 12 grammes par jour, ce qui représente une quantité deux à trois fois supérieure à une consommation normale. Selon certains chercheurs, cette surconsommation serait responsable chaque année de plus de 75 000 accidents cardiovasculaires.

En effet, les besoins naturels du corps en sel se limitent à 2 grammes par jour. Pour maintenir une bonne pression sanguine, il faut garder un bon équilibre entre le sodium (sel) et le potassium que l'on trouve dans les fruits et les légumes. Comment faire pour réduire sa consommation de sel ? D'abord, retirer la salière de la table, faites également attention aux plats préparés et aux soupes qui sont gorgés de sel et préférez donc les petits plats faits maison.

5. Hypertension : faites du sport !

On ne le dira jamais assez, l'activité physique fait partie d'une bonne hygiène de vie, essentielle pour rester en bonne santé, et c'est également valable pour l'hypertension. Pour réduire au maximum les risques d'hypertension et donc de problèmes cardiovasculaires futurs, il faudrait faire en moyenne 30 à 60 minutes d'activité physique modérée, et ce quatre fois par semaine.

Cela peut sembler beaucoup au premier abord, mais chaque petit geste compte : par exemple, au lieu de prendre systématiquement le métro pour aller au bureau, essayez de marcher sur une distance que vous augmentez progressivement. Si vous êtes plutôt pressée en semaine, obligez-vous à courir ou à aller à la piscine le week end.

6. Hypertension : mangez plus de poisson

Le poisson est excellent pour limiter les risques d'hypertension. Les médecins conseillent une consommation de poisson au moins trois fois par semaine. En effet, les graisses qui sont contenues dans le poisson, les oméga 3 sont de bonnes graisses, celles qui vont participer au bon cholestérol (HDL).

Préférez donc les poissons gras tels que le saumon, le hareng, la sardine, la truite, ou encore le maquereau. Si vous n'aimez pas le poisson, il existe également des compléments alimentaires d'huile de poisson vendus en pharmacie.

7. Hypertension : relaxez-vous

Il existe bien une relation scientifiquement prouvée entre le stress et l'hypertension. En effet, lorsque vous êtes stressée, votre organisme secrète de l'adrénaline, qui en raison de son effet vasoconstricteur va augmenter la tension dans les artères.

Le stress ponctuel avant un événement important n'est pas dangereux, ce qui est problématique, c'est le stress chronique. Au fil du temps, le stress chronique va endommager les artères et le cœur. Pour mettre fin à ce stress, il faut d'abord identifier sa cause. Ensuite, prendre des cours de yoga peut être un bon moyen pour se relaxer et apprendre à gérer son stress.

Hypertension: et si c'était dû au manque de sommeil ?

Ce n'est pas de façon innocente que cette année le comité français de lutte contre la pression artérielle a lancé sa campagne d'information sur le thème «Hypertendus dormez-vous bien ?» C'est tout simplement dû au constat que l'absence de sommeil de qualité ou suffisamment réparateur, en particulier en cas d'apnée du sommeil (des pauses respiratoires répétées) favorisent la survenue d'une hypertension et sa résistance au traitement une fois qu'elle a été diagnostiquée.

C'est pourquoi le CFLHT a choisi de mettre en ligne sur son site internet un test : Hypertendus dormez-vous bien, permettant aux personnes souffrant d'hypertension artérielle, de s'intéresser à la qualité de leur sommeil. «Ce test peut servir de base de discussion entre la patient hypertendu et son médecin traitant car les liens entre le sommeil et l'hypertension artérielle sont encore trop souvent méconnus» explique le Pr Jean-Jacques Mourad, président du Comité Français de Lutte contre l'Hypertension Artérielle.

Attention à l'apnée du sommeil

«Le risque d'apparition d'une hypertension est multiplié par plus de trois chez les personnes souffrant d'apnée du sommeil par rapport à celles qui en sont indemnes. En outre, l'apnée du sommeil peut rendre les traitements médicamenteux de l'hypertension partiellement inefficaces. C'est pour cette raison que son dé-

pistage est particulièrement recommandé lorsque les chiffres de la pression artérielle ne sont pas normalisés sous traitement.» insiste le Pr Mourad.

* A noter que sur son site, le CFLHTA publie les résultats de son étude réalisée sur 3.718 adultes de plus de 35 ans et vivant en métropole, qui révèle que les troubles du sommeil sont plus fréquents chez les hypertendus que dans le reste de la population.

Les études préservent le cœur

Selon l'enquête que s'appête à publier le European Heart Journal, il existerait une étroite corrélation entre durée d'études et risques de dysfonctionnements cardiaques. Plus la scolarité dure - au-delà d'une dizaine d'années - et plus le sujet serait à l'abri de déficiences de son palpitant, d'après l'enquête des spécialistes en cardiologie de l'hôpital universitaire de Copenhague, qui ont suivi pendant trente ans près de 18 000 volontaires. A l'inverse, ceux qui connaissent une scolarité courte - moins de huit ans - seraient davantage exposés.

Pour rester belle ou beau, dormez !

Une étude publiée dans le British Medical Journal confirme pour la première fois de manière scientifique que le sommeil embellit.

On comprend aujourd'hui mieux pourquoi la Belle au bois dormant a séduit le Prince, après avoir passé cent ans à ne rien faire d'autre que dormir. Fraîche comme un gardon après ce siècle consacré exclusivement au sommeil, elle n'a eu qu'à lever un cil pour faire fondre le très couru prétendant au trône, malgré leurs quatre générations de différence

Une étude publiée dans le British Medical Journal confirme pour la première fois de manière scientifique que le sommeil embellit. Nous savons qu'après une nuit sans dormir, festive ou de labeur, le miroir nous renvoie l'image d'un visage fatigué, creusé, doté de cernes sombres et d'un teint sans éclat.

Les chercheurs de l'Institut Karolinska, en Suède, ont entrepris de photographier 23 jeunes gens (filles et garçons) âgés de 18 à 31 ans, après une bonne nuit, et après une privation de sommeil. 65 observateurs ne connaissant pas l'objet de l'étude ont classé les photos selon le degré de séduction qui s'en dégageait. Résultats: la majorité des observateurs a estimé que les photos après un manque de sommeil affichaient moins de séduction, moins d'éclat et plus de fatigue. Si le sommeil est indispensable à la mémoire, l'argument beauté devrait, lui, plus inciter les jeunes filles à se coucher tôt !

Top santé

Afriland First Bank au Niger et au Tchad

Le deuxième groupe bancaire camerounais, s'implantera au Niger dès février 2011



Afriland First Bank, groupe bancaire camerounais, présent dans la région via ses filiales en République du Congo, en Guinée Equatoriale et à Sao Tomé part à l'assaut du marché nigérien et tchadien. Le groupe qui revendique la deuxième place bancaire du Cameroun au 31 décembre 2009 avec un total bilan avoisinant 373 milliards Fcfa et un encours de crédit estimé à 240 milliards Fcfa, est en voie de finaliser deux projets d'implantation de filiales à compter de février 2011 respectivement au Niger et au Tchad. Selon une source bancaire autorisée, la première implantation aura lieu à Niamey, dès la fin de la présidentielle de janvier 2011.

« Nous sommes très intéressés par le marché nigérien pour les opportunités qu'il recèle et surtout pour accompagner l'investissement d'entreprise. Nous y serons bientôt et le dispositif est quasi-prêt » a commenté notre source. Conformément à ses ambitions de renforcer sa présence sur le marché de l'Afrique centrale, le groupe bancaire tente l'expé-

rience ouest-africaine. Une offensive qui lui permettra d'imposer son savoir faire sur un marché dominé par les majors français et les groupes bancaires marocains et nigériens.

Au Tchad, le groupe bancaire détenu majoritairement par des privés camerounais, y opère indirectement déjà à travers l'octroi d'importantes lignes de crédit au secteur privé tchadien. Afriland First Bank a consenti des prêts à hauteur de 20 milliards Fcfa pour soutenir des projets d'investissements innovants au Tchad. Afriland First Bank devrait mobiliser une dizaine de milliards Fcfa pour la constitution de capitaux des deux filiales.

Pour rappel, le groupe bancaire camerounais qui a décidé de recapitaliser ses fonds propres à hauteur de 12, 5 milliards Fcfa au 31 décembre 2010 est aussi le chef de file en 2009 du pool du syndicat de financement de l'extension et de la modernisation de la Sonara (Société nationale de raffinage) avec une contribution de 45 milliards Fcfa.

